

CANADA

Politique canadienne au Moyen-Orient: La communauté arabe doit s'impliquer davantage

De retour de Sirte (Libye) où elle avait dirigé la délégation canadienne au Sommet de la Ligue des États arabes, les 27 et 28 mars dernier, la sénatrice Raynell Andreychuk vient de nous accorder un entretien visant à clarifier les zones d'ombre de la politique canadienne au Moyen-Orient.

Le ministre des Affaires étrangères, l'honorable Lawrence Cannon, avait déclaré que la présence du Canada au Sommet de la Ligue des États arabes à Sirte, en Libye, les 27 et 28 mars 2010 «indiquera clairement à cette organisation et à ses membres que le Canada demeure engagé à collaborer avec le monde arabe, notamment en ce qui a trait à la paix, à la sécurité, aux droits de la personne et aux progrès économiques».

Quelles sont les actions entreprises par la délégation canadienne au cours de ce sommet pour faire passer ce message aux pays participants ?

En envoyant la délégation d'Ottawa – délégation que j'ai eu l'honneur de diriger – le ministre Cannon signale aux participants du Sommet que le Canada est clairement résolu à collaborer avec le monde arabe. Autrefois, les ambassadeurs accrédités au Sommet de la Ligue se contentaient d'y être présents. Nos collègues arabes ont noté et apprécié la nombreuse délégation qui y a été envoyée cette fois-ci et qui a un statut d'observateur.

Selon certains pays arabes, la paix au Moyen Orient dépendrait du respect du principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation ; Ce qui impliquerait un repli israélien sur les frontières de 1967. Du côté israélien, non seulement il n'est pas question de revenir à ces frontières, mais la politique de colonisation va bon train. Que peut faire le Canada pour réussir ce qui semble être une mission impossible ?

À mon avis, le Canada devrait rester résolu à l'objectif d'un règlement négocié du conflit israélo-palestinien et notre délégation a demandé instamment à tous les États d'encourager les deux parties à prendre les mesures nécessaires à la reprise des négociations.

« La Ligue des États arabes continue de jouer un rôle influent sur l'ensemble du monde arabe et même au-delà et le Canada salue cette occasion de travailler avec ce partenaire de premier plan sur la scène internationale. » avait commenté M. Cannon avant votre départ pour la Libye. Or il semble que cette

institution est divisée entre Orient Arabe et Maghreb Arabe ! Comment réagit le Canada devant cette problématique ?

Pour souligner l'importance des pays arabes. Notre participation au Sommet de la Ligue arabe a été extrêmement utile pour comprendre le caractère complexe et différent des États qui la composent. Ces États changent et évoluent. C'était donc l'occasion idéale de connaître les enjeux, les positions et les soucis de nombre d'entre eux, et d'en débattre. En tant qu'observateur, le Canada n'a pas assisté aux séances à huis clos. Il espère bien ainsi prendre connaissance de l'issue du débat sur la réforme de la Ligue, qui a été un point clé de l'ordre du jour.

L'image du Canada aurait changé dans l'opinion publique arabe depuis que le soldat canadien a troqué le casque bleu pour la tenue de combat et depuis que le gouvernement considère que toute attaque contre l'état hébreu est une attaque contre le Canada. Dans quelle mesure cette perception aurait-elle joué dans les pourparlers que vous avez eu en Libye ?

Le Canada appuie la création d'un État palestinien indépendant dans le cadre d'une solution prévoyant l'existence des deux États. Il appuie par ailleurs le droit d'Israël de vivre en paix avec ses voisins dans des frontières sûres. Si la position du Canada est bien connue des États arabes, je dois dire qu'elle n'a pas dominé les entretiens que nous avons eus en Libye. Cela a été une excellente occasion de discuter de dossiers bilatéraux avec nombre des ces États, et la majorité des entretiens a porté sur les moyens de resserrer la relation dans les domaines de la paix et de la sécurité, des droits de la personne et du développement économique.

La politique israélienne concernant les colonies à Jérusalem Est torpille les efforts de paix menés par certains pays arabes comme le Maroc, président en exercice du Comité Al Qods. Que pourrait faire le Canada avec ces pays pour remettre le processus de paix sur les rails et préserver le statut de Jérusalem en accord avec les recommandations de ce Sommet de Sirte ?



Il est important que le Canada continue d'affirmer que lui et les autres pays doivent poursuivre l'objectif d'un règlement négocié du conflit israélo-palestinien et que toutes les parties demandent instamment aux responsables de prendre les mesures nécessaires à la reprise des négociations. On sait au Sommet que le Canada a regretté la décision prise par Israël d'étendre les implantations à Jérusalem Est, surtout au moment où les parties tentaient de reprendre les négociations.

Le Canada comprends une grande communauté arabe absente de la diplomatie canadienne et que ce pays a tout intérêt à engager dans l'établissement d'un pont entre le continent américain et le monde arabe. Selon vous, quelles actions entreprendre de part et d'autre pour impliquer cette communauté dans la réussite du processus de paix ainsi que dans l'éclaircissement de la po-

litique canadienne au Moyen orient ?

La communauté arabe joue un rôle dans notre diplomatie. Dans sa grande majorité, elle se présente aux yeux du pays et du monde arabe comme une communauté canadienne responsable. Si j'en juge par mon intervention personnelle au Moyen-Orient et dans le monde arabe, nous devrions multiplier les occasions d'échanges de points de vue et diffuser davantage des interviews comme celle-ci qui rassemblent le monde arabe et le Canada. Notre relation ne doit pas porter sur un sujet unique. La communauté arabe doit donc engager le dialogue pour inviter le Canada à s'associer aux pays arabes dans ce débat élargi.

Entretien réalisé par A. El Fouladi